



La démocratie et son spectacle

Par [Bruno Guigue](#)

Mondialisation.ca, 05 décembre 2020

Thème: [Histoire et Géopolitique](#), [Histoire](#), [société et culture](#)

Singulier destin que celui de la démocratie : elle n'a jamais existé qu'aux marges de l'histoire, mais l'idée fautive que s'en fait le discours dominant sert de critère moral permettant de séparer le bon grain de l'ivraie : d'un côté les bons régimes, de l'autre les mauvais. Que les États contemporains s'attribuent cette qualité prête à rire, tant la distance entre l'idéal proclamé et la réalité concrète est vertigineuse. Même si on concède des espaces de délibération, ils ne sont jamais le lieu où s'exerce le pouvoir politique : ni le vote des lois, ni leur application ne relèvent de procédures démocratiques. Dans les faits, ce que nous appelons démocratie consiste surtout à *convoquer* les électeurs pour leur demander de désigner des représentants ou des dirigeants.

Promu par les libéraux du XIXe siècle, le régime représentatif n'est pas la démocratie. Non seulement il ne lui ressemble pas, mais il a été conçu pour l'exclure. De Montesquieu à Constant en passant par les hommes de 89, rien n'est plus antidémocratique que le libéralisme politique classique. Son rejet horrifié de la démocratie vaut rejet de la souveraineté populaire : non seulement le peuple est inapte à gouverner, mais il est hors de question qu'il fasse ou ratifie les lois. Justifié par la théorie libérale, le régime représentatif instauré par la bourgeoisie est une oligarchie et non une démocratie. Seul le gouvernement du petit nombre, de cette élite éclairée chère à Montesquieu, est le garant de l'ordre social : telle est la doctrine.

Le libéralisme européen est si peu démocratique qu'il a fait bon ménage avec un esclavagisme massif, notamment aux États-Unis. Idole des libéraux, « Tocqueville célèbre comme lieu de la liberté un des rares pays du Nouveau Monde où règne et prospère l'esclavage-marchandise sur base raciale et dont, au moment du voyage du libéral français, le président est Jackson, propriétaire d'esclaves et protagoniste d'une politique de déportation et de décimation des Peaux-Rouges », rappelle Domenico Losurdo dans son excellente *Contre-histoire du libéralisme*. On mesure alors l'écart abyssal entre les deux révolutions de la fin du XVIIIe siècle : horreur absolue pour Jefferson, le suffrage universel sans distinction de race est l'essence même de la République chère à Robespierre. Et s'il est au cœur de l'idéologie républicaine d'inspiration rousseauiste, il est totalement étranger au libéralisme.

Le véritable État républicain, pour Rousseau, est un État où le peuple constitué en corps politique exerce la souveraineté. Non que les citoyens détiennent le pouvoir exécutif, car c'est impossible dans les grands États modernes. Mais il doit exercer le pouvoir législatif, qui est l'essence même de la souveraineté. Un peuple libre est un peuple qui obéit à des lois qu'il a lui-même approuvées. Cette prérogative, il est inconcevable qu'il la cède à des représentants élus, car une loi qui n'est pas ratifiée expressément par le peuple n'est pas une loi. La république rousseauiste n'est donc pas une démocratie directe, dont Rousseau

dit qu'elle convient davantage « à des dieux qu'à des hommes ». Ce n'est pas un État où le peuple lui-même rédige les textes législatifs, ce qui est impraticable. C'est une république plébéienne où les lois reçoivent explicitement l'approbation populaire.

Les régimes occidentaux s'attribuent cette dénomination, et pourtant ils ne sont ni des démocraties au sens courant, ni des républiques au sens rousseauiste. Alors que Rousseau précise que le citoyen d'une république est à la fois souverain et sujet, le citoyen des États modernes est le sujet d'un souverain qu'il n'est que fictivement. Car le pouvoir législatif est capté par les représentants qu'il a élus pour faire les lois à sa place. Dépossédé des attributs de la souveraineté, le peuple est soumis à des injonctions dont il est entendu qu'il les a voulues. N'a-t-il pas voté ? En participant au scrutin, n'a-t-il pas consenti d'avance à son résultat ? La suprême ruse de la démocratie bourgeoise, c'est qu'elle retourne le processus électoral contre la souveraineté du peuple : l'onction du suffrage fonde la légitimité d'un pouvoir qui n'est pas le sien, et auquel il obéit en croyant l'avoir choisi. Ayant lâché la proie pour l'ombre, il doit se contenter du spectacle dérisoire qui tient lieu de démocratie.

Car le corps électoral n'est pas le corps politique, et l'opération du vote dissimule sous l'apparence d'un choix démocratique la réalité de l'oligarchie. Il y a longtemps que les classes dominantes ont médité la leçon de Tocqueville : « Le suffrage universel ne me fait pas peur, les gens voteront comme on leur dira ». Lorsqu'elle idolâtre le formalisme électoral, la pensée contemporaine se laisse prendre dans les filets de cette mystification. Car la substitution du corps électoral au corps politique entraîne l'évanescence de la souveraineté. La dissolution des liens sociaux y est fictive, et les rapports de domination sortent indemnes de l'opération du suffrage. Censée permettre l'expression de la volonté générale, le parlementarisme bourgeois la soumet, de facto, aux pesanteurs d'une société inégale.

Dans les prétendues démocraties, la souveraineté populaire n'est affirmée que pour être dévoyée, et elle l'est doublement. A travers le mécanisme de la représentation, qui dépossède le simple citoyen au profit de la classe dirigeante. Mais aussi à travers une dépossession plus profonde qui tient aux rapports de classes. Car la société n'est pas composée d'individus dotés des attributs formels de la liberté et de l'égalité. C'est un tissu de relations concrètes entre des individus auxquels la division du travail assigne une place singulière. Elle est définie par des rapports sociaux qui s'ordonnent à la division entre possédants et non-possédants. Et les riches, parce qu'ils détiennent le capital, ont les moyens d'influer sur le pouvoir politique.

Toute politique est un champ de forces, mais sauf à demeurer dans l'abstraction, il faut répéter que les conditions matérielles d'existence entrent dans la définition du problème. La politique ne plane pas au-dessus de la société, et la dévolution du pouvoir n'est pas étrangère à la répartition des richesses. C'est pourquoi la démocratie demeure une illusion aussi longtemps que le riche côtoie le pauvre, et que l'inégalité de fait ruine l'égalité en droit. Prendre la politique au sérieux impose de voir dans la société un tout dans lequel l'appropriation privée des moyens de production n'est pas un élément anodin, mais le chiffre de son iniquité et la cause de ses contradictions.

Les élections approchent. C'est l'occasion de rappeler qu'en régime bourgeois, les conditions de la lutte sont toujours défavorables aux non-possédants. La politique n'est nulle part une scène transparente où les opinions sont équivalentes. La compétition pour le pouvoir est censée favoriser l'expression du suffrage populaire, mais elle est canalisée par

les conditions réelles de son exercice. Louée par l'idéologie dominante, la diversité des opinions est passée au laminoir des moyens d'information dont la bourgeoisie contrôle l'usage. Les médias de masse sont les moyens de production de l'information, et la classe qui en détient la propriété oriente la production de cette information conformément à ses intérêts.

La « fabrique du consentement », comme dit Chomsky, est le ressort des oligarchies déguisées en démocraties. Prétendre que le monopole des moyens d'information est compatible avec la démocratie a autant de sens que de dire qu'elle est compatible avec l'esclavage. En choisissant la voie électorale, les progressistes cèdent au charme du formalisme démocratique. Il est naïf de croire que l'on peut transformer la société en obtenant une majorité parlementaire, comme si le débat démocratique pouvait accoucher de la « volonté générale » par la magie d'une libre discussion qui n'existe nulle part.

Avant de participer au combat politique, la pire des choses est de s'aveugler sur ses conditions objectives. Or dans les conditions fixées par la société capitaliste, la partie n'est pas loyale. Pour inverser le rapport de forces et assurer le succès de la transformation sociale, il faudra arracher les moyens de production des mains de la classe dominante. Mais cette opération est violente par nature, et elle suscitera des résistances. Si le terme de démocratie a un sens, c'est pour désigner ce processus de réappropriation. Tout le reste n'est que spectacle, écran de fumée, vision hallucinée.

Bruno Guigue

Image en vedette : pixabay.com

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Bruno Guigue](#), Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : [Bruno Guigue](#)

A propos :

Ancien élève de l'Ecole normale supérieure et de l'Ecole nationale d'administration, Bruno Guigue est un ex-haut fonctionnaire français. Chercheur en philosophie politique et analyste politique, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont « Aux origines du conflit israélo-arabe, L'invisible remords de l'Occident », « Faut-il brûler Lénine ? » et « Les Raisons de l'esclavage », publiés chez L'Harmattan. Chroniqueur de politique internationale, il a publié des centaines d'articles diffusés en huit langues par plusieurs dizaines de sites d'information indépendants.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca